

VEILLE CLIMAT, ENERGIE,

ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 24 février 2023

§ Sommaire

Fait marquant

• Le gouvernement annonce de nouvelles aides pour les industries énergo-intensives à compter du printemps 2024

Climat & Energie

- Grant Shapps, le ministre chargé de l'énergie et du climat, promet que le R-U aura l'électricité la moins chère d'Europe en 2035
- L'installation de panneaux solaires est en plein essor
- Les profits de l'énergéticien Drax mettent l'entreprise sous le feu des critiques

Environnement

- Le gouvernement publie un plan d'actions pour réduire les délais d'octroi des autorisations pour le développement des projets d'infrastructure d'intérêt national
- Therese Coffey souhaite accroitre la pression sur les entreprises gestionnaires des réseaux d'eau

Industrie

- British Steel va fermer son site de Scunthorpe et supprimer 260 emplois
- La Confederation of British Industry (CBI) alerte le gouvernement sur les conséquences de l'Inflation Reduction Act

Transports

- Le déploiement des bornes de recharge en Angleterre va bénéficier de 56 M£ supplémentaires
- Le gouvernement prolonge les aides accordées aux services de bus en Angleterre

Fait marquant

Le gouvernement annonce de nouvelles aides pour les industries énergointensives à compter du printemps 2024

La ministre du commerce et des entreprises, Kemi Badenoch, a annoncé jeudi 23 février un paquet d'aide, baptisé « *British Industry Supercharger* », destiné à soutenir la compétitivité de 300 entreprises industrielles énergo-intensives et stratégiques pour l'économie britannique. Ces entreprises, présentes dans les secteurs de la sidérurgie, de la métallurgie, de la chimie ou du papier, représentaient 28 % des exportations du Royaume-Uni en 2019. Le paquet d'aide comprendra des propositions pour réduire le coût de leur facture énergétique, comme des exemptions de certaines charges associées aux obligations de s'approvisionner en énergies renouvelables ou des réductions sur les tarifs d'utilisation des réseaux électriques. L'administration britannique lancera une consultation sur ces mesures au printemps 2023, avant de les mettre en vigueur à partir du printemps 2024. Pour mémoire, le gouvernement avait déjà annoncé un mécanisme de rabais des factures énergétiques des entreprises énergo-intensives, qui sera en vigueur entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 mars 2024 (*Energy Bills Discount Scheme*).

Le chiffre de la semaine

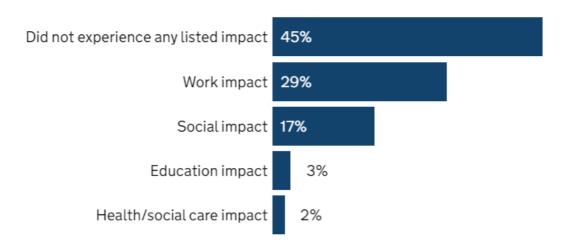
1,5 million

Plus d'1,5 million de personnes résidant hors de Londres pourraient être fortement pénalisés par l'extension de la zone à très faibles émissions (<u>ULEZ</u>) prévue à partir du mois d'août, selon une analyse des données du gouvernement réalisée par le parti libéral-démocrate. Les véhicules les plus polluants doivent s'acquitter d'un péage quotidien de 12,50 £ pour pouvoir circuler dans l'ULEZ. L'analyse prend en compte dix *counties* (autorités locales comparables aux départements français) situées à proximité de Londres. A titre d'exemple, plus de 250000 véhicules ne respecteraient pas les normes d'émission de l'ULEZ dans le Kent, plus de 240000 dans l'Essex et 157338 dans le Surrey. Or les automobilistes de ces *counties* ne sont pas éligibles aux aides de la mairie de Londres pour changer de véhicules, malgré des trajets réguliers dans la capitale pour des raisons professionnelles ou personnelles. Cinq *councils* (Bexley, Bromley, Harrow, Hillingdon et Surrey) ont par ailleurs intenté une action en justice (*judicial review*) pour demander l'annulation de cette extension de l'ULEZ.



Le graphique de la semaine

Effet des grèves dans les trains sur les passagers pendant les périodes de grève en 2022



Le ministère des Transports (*DfT*) avait demandé la réalisation d'une étude indépendante afin d'évaluer l'impact des grèves dans le secteur ferroviaire sur les usagers. Elle a été menée via des questionnaires auprès des passagers lors de quatre semaines différentes en 2022 comprenant au moins deux jours de grèves. Parmi toutes les personnes interrogées, 45 % ont indiqué n'avoir subi aucun effet sur leur travail, leur vie sociale et leur vie privée en raison des grèves (mais seulement 24 % pour ceux ayant prévu de voyager pendant les semaines comportant des jours de grève). Les déplacements pour le travail sont les plus affectés par les grèves pour 29 % de l'ensemble des personnes interrogées (et pour 47 % de ceux ayant prévu de voyager lors d'une semaine de grève). Les participants ont par ailleurs confirmé que l'impact des grèves serait plus important – ou qu'il leur serait plus difficile d'y faire face – si ces dernières devaient se prolonger.

Climat & Energie

Flash - D'après une étude du think tank <u>ECIU</u>, la hausse des prix du gaz depuis le début de la guerre en Ukraine aurait alourdi la facture britannique d'importations de gaz de 60 à 70 Md£.

Flash — Dans un discours préfigurant le programme électoral du Labour en vue des prochaines élections générales, Keir Starmer a promis de faire du Royaume-Uni « une superpuissance des énergies propres » et réitéré son ambition de décarboner le système électrique d'ici 2030.

Flash – Le gouvernement a lancé sa *task force* sur l'efficacité énergétique pour atteindre l'objectif de réduction de 15 % de la consommation énergétique d'ici 2030. Cette task force est présidée conjointement par le sous-secrétaire d'Etat parlementaire Lord Collanan et la CEO de la banque *NatWest*, Alison Rose.

Flash — Au terme du 3^{ème} appel à projets <u>Windfarm Mitigation for UK Air Defence</u> du Defence and Security Accelerator, le gouvernement a attribué 14 M£ de financements pour des projets innovants permettant d'améliorer la compatibilité des éoliennes en mer avec les radars assurant la défense de l'espace aérien britannique.

Grant Shapps, le ministre chargé de l'énergie et du climat, souhaite que le R-U aura l'électricité la moins chère d'Europe en 2035

Dans sa première interview, accordée au <u>Sunday Times</u>, depuis sa nomination à la tête du nouveau ministère de la sécurité énergétique et du *net zero*, Grant Shapps a déclaré qu'il souhaitait que le R-U ait l'électricité la moins chère d'Europe d'ici 2035. Il a par ailleurs fait le point sur les différentes mesures actuellement mises en œuvre pour accroître la production d'électricité. Concernant le nucléaire, il a indiqué que la nouvelle agence *Great British Nuclear*, qui sera chargée de superviser la construction de nouveaux réacteurs, serait bientôt opérationnelle. Il a aussi précisé que le Royaume-Uni avait démarché plusieurs fonds souverains d'Etats pétroliers (Emirats Arabes Unis, Norvège) pour les inciter à investir dans la nouvelle centrale de *Sizewell C*. Concernant l'éolien, Grant Shapps a réaffirmé sa volonté d'accélérer encore le développement des parcs en mer mais il n'a pas fait d'annonce particulière sur le développement de l'éolien terrestre (qui, pour mémoire, a été interrompu depuis qu'il fait pratiquement l'objet d'un moratoire depuis 2015). Enfin, le ministère étudie plusieurs mesures destinées à réduire les délais et alléger les formalités administratives pour installer des panneaux photovoltaïques.

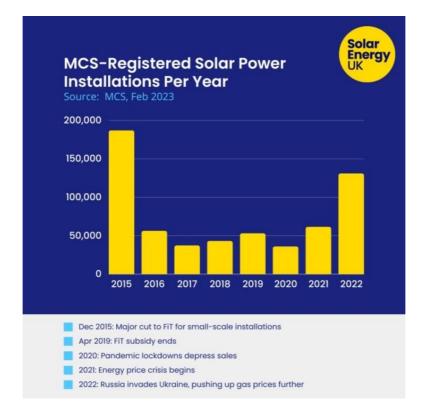
Les profits de l'énergéticien Drax mettent l'entreprise sous le feu des critiques

L'énergéticien britannique *Drax* a présenté un bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciations et amortissements de 742 M£ au titre de l'année 2022. L'entreprise, qui gère la plus grande centrale électrique biomasse du Royaume-Uni, est critiquée par des militants écologistes qui soulignent qu'elle n'aurait pas réalisé de profits sans les 893 M£ de subventions octroyées par le gouvernement alors que l'entreprise utilise une source d'énergie non-renouvelable, selon eux, et encourageant la déforestation. L'entreprise a par ailleurs déclaré que l'absence de réaction britannique à l'*Inflation Réduction Act* pourrait remettre en cause son <u>investissement de 2 Md£</u> prévu dans le Yorkshire pour la construction de deux nouvelles centrales biomasse équipées d'un système de capture et de stockage du carbone.

L'installation de panneaux solaires est en plein essor

Selon les statistiques du <u>Microgeneration Certification Scheme</u>, le nombre d'installations de panneaux solaires de moins de 50 kW, qui concernent toutes les installations chez les particuliers et la majorité de celles réalisées sur les bâtiments commerciaux, a atteint 130 596 en 2022, soit le double des installations réalisées en 2021. C'est un record depuis 2015, dernière année d'application des tarifs de rachat proposés par le gouvernement pour l'installation de petites installations d'énergies renouvelables. Cette croissance reste forte en 2023 avec 16 000 nouvelles installations en janvier, soit un triplement par rapport à janvier 2021. Les conducteurs de véhicules électriques sont les particuliers les plus susceptibles d'installer des panneaux solaires chez eux : selon un sondage, 29 % des conducteurs de véhicules électriques en détiendraient, contre une moyenne

nationale de 4,1 %. Au total, plus de 1 265 000 installations sont enregistrées dans le cadre du *Microgeneration Certification Scheme*, dont 1,1 M chez des particuliers, qui représentent un tiers de la capacité totale d'énergie solaire installée au Royaume-Uni (15 GW). Pour mémoire, le gouvernement a fixé un objectif de 75 GW de capacité installée en 2035.



Environnement

Le gouvernement publie un plan d'actions pour réduire les délais d'octroi des autorisations pour le développement des projets d'infrastructure d'intérêt national

Dans le prolongement de <u>l'étude</u> lancée la semaine dernière par la <u>National Infrastructure Commission</u>, ce <u>nouveau plan d'actions</u> vise à simplifier les procédures d'octroi des permis de nouvelles infrastructures (énergie, déchets, transports, eaux usées), en donnant notamment au ministre chargé de l'aménagement du territoire le pouvoir de définir des délais d'instruction plus courts selon les projets. Le gouvernement souhaite également changer son approche de la prise en compte des enjeux environnementaux en remplaçant les études d'impact environnementales, jugées trop longues, trop techniques, sources de contentieux et inefficaces: par des <u>Environmental Outcome Reports</u> qui fixeront des objectifs environnementaux à atteindre, en cohérence avec les

principes et les objectifs environnementaux nationaux. Enfin, les procédures de consultation du public seront revues afin que celles-ci interviennent plus tôt et prennent mieux en compte l'avis des populations concernées.

Therese Coffey souhaite accroitre la pression sur les entreprises gestionnaires des réseaux d'eau

La ministre de l'environnement, <u>Therese Coffey</u>, a annoncé de nouvelles mesures pour lutter contre les rejets d'eaux usées abusifs perpétrés par les gestionnaires des réseaux d'eau. Elle leur demande de présenter une évaluation et un plan d'action pour chaque déversoir d'orage, en priorisant les rejets dégradant la qualité des eaux de baignade et des espaces naturels protégés. Une consultation devrait également être lancée au printemps, incluant des propositions d'augmentation des amendes maximales prononçables contre les gestionnaires d'eau contrevenant aux normes antipollution, qui pourraient aller jusqu'à 250 M£, contre 250000 £ aujourd'hui, et facilitant les procédures de sanction, en imposant un paiement immédiat des amendes plutôt qu'au terme de longues procédures judiciaires.

Industrie

Flash – La production <u>automobile</u> a reculé de 0,3 % entre janvier 2022 et 2023 selon les données de la fédération britannique de constructeurs automobiles (SMMT). Les voitures électriques, hybrides électriques et hybrides rechargeables représentent près de la moitié (49,9 %) de la production en janvier.

Flash – <u>Bentley</u>, qui s'est engagé à disposer d'une production entièrement électrique d'ici 2030, a annoncé qu'il mettrait fin à la production de son moteur à essence 12 cylindres dès 2024. L'usine de Crewe (nord-ouest de l'Angleterre), qui assemble et teste ce moteur, emploie 30 personnes qui devraient être « <u>conservées et redéployées</u> ».

Flash – Tufan Erginbilgic, le nouveau directeur général de <u>Rolls-Royce</u>, a lancé un examen approfondi de l'entreprise et s'est engagé à « mieux faire » à l'avenir. Le mois dernier il avait averti que *Rolls-Royce* devait se transformer pour survivre, malgré une hausse des profits de 57 % en 2022.

British Steel va fermer son site de Scunthorpe et supprimer 260 emplois

Le site de Scunthorpe, qui devrait fermer d'ici la fin de l'année, comprend des fours permettant de produire du coke, le combustible utilisé dans les hauts fourneaux. Le groupe chinois <u>Jingye</u>, qui avait racheté <u>British Steel</u> en 2020, justifie cette fermeture par le contexte international et la hausse des coûts de production, en particulier énergétiques. <u>Jingye</u> et <u>Tata Steel</u> étaient en pourparlers avec le gouvernement pour l'obtention d'une subvention de 300 M£ chacun afin de financer leur transition vers une production d'acier vert, à l'aide de fours à arc électrique. Les deux groupes estiment cependant que ces subventions sont largement insuffisantes, le coût de remplacement des hauts fourneaux étant estimé à plusieurs milliards de livres. <u>Jingye</u> aurait pour sa part rejeté cette offre d'aide en raison des conditions associées, notamment le maintien pendant dix ans des emplois au

R-U. Selon la presse britannique, entre 600 et 900 emplois supplémentaires pourrait être supprimés dans les sites de *British Steel* au R-U alors que *Jingye* cherche à diminuer ses coûts opérationnels. On notera que la fermeture du site de Scunthorpe pourrait également affecter le secteur ferroviaire car un des résidus de la production de coke, difficile à répliquer par d'autres processus, est utilisé pour la production des rails.

La Confederation of British Industry (CBI) alerte le gouvernement sur les conséquences de l'Inflation Reduction Act

280 entreprises du secteur <u>manufacturier</u> ont participé à l'étude mensuelle sur l'industrie manufacturière au R-U. Les volumes de production entre décembre 2022 et février 2023 auraient chuté à leur rythme le plus rapide depuis septembre 2020 (-16 %). La baisse de production s'explique principalement par un recul dans les secteurs suivants : automobile et matériel de transport, chimie et papier, imprimerie et médias. Les commandes domestiques et à l'export sont toujours considérées comme « *inférieures à la normale* ». Les entreprises s'attendent à une reprise modérée de la production dans les trois mois à venir et à une progression plus faible de l'inflation. Selon la CBI, les conditions dans l'industrie manufacturière demeurent difficiles et le secteur aurait besoin de mesures de soutien allant plus loin que la baisse des factures énergétiques. La confédération demande au gouvernement de s'attaquer en priorité à l'*Inflation Reduction Act* américaine en proposant des mesures permettant aux producteurs britanniques d'investir dans les industries vertes et de demeurer compétitifs à l'international.

Transports

Flash – <u>Heathrow</u> critique la proposition de l'Autorité de l'aviation civile (CAA) de diminuer le montant maximum des charges d'atterrissage que l'aéroport peut exiger des compagnies aériennes, soulignant que l'aéroport n'avait pas réalisé de profits en 2022. <u>Heathrow</u> a par ailleurs annoncé qu'en accord avec les compagnies aériennes, aucun vol supplémentaire ne serait proposé pendant les vacances d'<u>été</u>, afin d'éviter les perturbations pour les passagers.

Flash – Le ministère des Transports (*DfT*) lance une <u>consultation</u> pour déterminer le niveau de service minimum à assurer dans les trains en cas de grève. Le projet de loi sur le service minimum en cas de grève a été examiné en deuxième lecture par la Chambre des Lords le 21 février.

Flash – Les membres du syndicat Aslef, représentant notamment les conducteurs de trains, ont voté en faveur d'une journée de grève dans le métro londonien le 15 mars. Ils s'opposent à une réforme du système de retraite des conducteurs de métro et à une évolution des conditions de travail.

Le déploiement des bornes de recharge en Angleterre va bénéficier de 56 M£ supplémentaires

22 M£ d'aides du gouvernement, 17 M£ de financements privés et 2 M£ de subventions des collectivités locale seront alloués à l'extension du programme pilote Local Electric Vehicle



Infrastructure (LEVI). Le gouvernement accorde également 8 M£ au LEVI Capability Fund permettant aux autorités locales d'accélérer l'installation de ces bornes, ainsi que 7 M£ supplémentaires pour le financement des bornes de recharge dans les zones résidentielles. Selon les estimations du ministère des Transports, 2 400 bornes de recharge devraient être installées à court terme grâce à ces financements. Le gouvernement souhaite également que la coopération entre les collectivités locales et les entreprises installant ces infrastructures soit renforcée afin d'assurer un système plus intégré et des normes communes.

Le gouvernement prolonge les aides accordées aux services de bus en Angleterre

Le ministre des Transports Mark Harper a annoncé que 80 M£ permettraient de maintenir en circulation les services de bus « vitaux » en Angleterre entre le 1er avril et le 30 juin. Jusqu'à 75 M£ seront également accordés à certains opérateurs afin de maintenir le plafond de 2 £ pour les tickets « aller simple ». Selon les données du gouvernement, le prix de ces tickets hors de Londres s'élèverait à 2,80 £ en moyenne. La fréquentation des bus hors de Londres se situe entre 85 % et 90 % de son niveau-pré pandémique. Plusieurs autorités locales et compagnies de bus avaient annoncé qu'elles suspendraient les services non commercialement viables en l'absence d'une prolongation des aides d'urgence après le 31 mars.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.



Rédacteurs:

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres Léa Auclair (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revu par Stanislas Godefroy

Pour s'abonner